



Compte-rendu

1er atelier de travail "La réforme du système des comptes nationaux et du PIB" – 19 mai 2010

Ce compte-rendu a été établi par un groupe technique regroupant des personnes des secrétariats du CES et du CSDD, du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, de l'Observatoire de la Compétitivité et du Statec.



Introduction de M. Jean Stoll, représentant du CSDD

M. Stoll ouvre la session en rappelant que nous devons repenser notre manière de vivre et adapter les indicateurs actuels, ainsi que nos outils de gestion. La dématérialisation de la croissance et la décroissance sont ainsi évoquées comme des pistes existantes pour repenser notre mode de vie. Quant à ce qui est de l'adaptation des indicateurs, cette introduction est l'occasion d'annoncer la publication prochaine des travaux du CSDD sur l'empreinte écologique, et dont un des résultats est que le Luxembourg est « le plus mauvais élève de toutes les nations occidentales ». S'en suit le rappel que M. Stoll a permis la mise en place d'une comptabilité des flux de matières dans l'agriculture et d'un certain nombre de bilans et qu'ainsi les exploitants agricoles ont pu augmenter « la durabilité » des productions animales. Tous les membres du CSDD reconnaissant cette importance de disposer de nouveaux indicateurs afin de mieux connaître l'impact de nos activités sur la planète, il a été formulé dans l'avis du CSDD sur la biomasse, une recommandation proposant d'introduire de tels indicateurs afin que « les agriculteurs ne produisent plus à l'aveuglette ». Il rappelle enfin que deux autres ateliers de travail, un sur la qualité de vie et l'autre sur le développement durable sont prévus et qu'une conférence avec M. Patrick Viveret aura lieu le 2 juin à 20h à l'Auditorium du Cercle-Cité. Les objectifs et le programme de la journée sont ensuite rappelés.

Présentation de M. Thierry Paccoud, consultant-modérateur

M. Paccoud débute sa présentation par un rapide historique de la comptabilité nationale : Petty fût à l'origine du premier système d'évaluation de la richesse d'une nation, la question des flux et stocks apparut avec Quesnay, mais les systèmes plus cohérents ne furent développés que dans les années 30 avec Kuznets, s'en suivra Keynes et sa théorie de l'équilibre général et Leontief avec les premiers tableaux entrées-sorties. La comptabilité nationale standardisée se construira par la suite à travers un certain nombre de manuels (dont le premier date de 1947) déterminant une méthode de comptabilité nationale commune à l'échelle mondiale. Cependant, trois questions se posent toujours : Quelle utilisation fait-on de cette richesse ? Quels sont ceux qui se la partagent ? Et enfin sous quelle forme ?

Il nous présente ensuite les trois approches et modes de calcul du PIB: production, revenus et dépenses. Il évoque aussi les différents concepts de marchand et non-marchand, brut et net, national et intérieur, produit national et



revenu national, prix courants et prix constants, coûts des facteurs et prix du marché. Il rappelle également les valorisations les plus connues, à savoir celles par habitant et celles en parité de pouvoir d'achat.

Il se réfère ensuite à une citation de Disraeli : « Il y a trois catégories de mensonges : le mensonge, le gros mensonge et les statistiques » et explique que la construction du PIB nécessite des enquêtes sur la consommation, les revenus, la production, la consommation intermédiaire... Toutefois, un obstacle majeur reste le taux de réponse, malgré l'existence d'un recoupement des sources administratives.

Il évoque que pour Samuelson, le PIB était « un indicateur phare »; et qu'aujourd'hui, on le retrouve partout : il est un indicateur de production, de niveau de vie (PIB/habitant), un critère de décision politique (indicateur de référence du traité de Maastricht pour déterminer les déficits et dettes publiques autorisées, de même pour le FMI et la Banque Mondiale où les pays sont classés selon leur niveau de PIB/habitant) et un indicateur d'évolution de l'économie. Cependant, le PIB ne prend pas en compte le travail non-rémunéré, le bénévolat, l'autoconsommation, l'économie souterraine et les atteintes environnementales. Le PIB ne mesure pas non plus le patrimoine national et ignore ce qui relève de la qualité de vie (loisirs, sécurité, etc.). Ainsi, « épouser sa femme de ménage fait baisser le PIB ». En conséquence, le PIB ne représente que le bien-être procuré par la production de biens et services marchands (le bien-être lié au fait de gagner de l'argent et de le dépenser).

M. Paccoud conclut sa présentation en énonçant les deux approches possibles pour la mesure du bien-être : soit il faut améliorer le calcul du PIB, soit il faut développer d'autres indicateurs (IDH, PIB vert, Indicateur de Progrès véritable, Empreinte Ecologique, Happy Planet Index, etc.). Mais, dans tous les cas, la société a besoin d'un indicateur clair qui indique quelle direction emprunter...

Débat:

1) Question : Existe-t-il des activités n'ayant pas de valeur économique ?

Réponse : Pour les économistes, toutes les activités ont une valeur économique, même le sommeil.

2) Question : Existe-t-il des valeurs qui n'ont pas de valeur économique ? Est-ce que l'on peut mesurer l'évolution de ces valeurs ? Comment les mesurer ?



Les valeurs impliquent-elles toujours un jugement de valeur, donc un débat sur les valeurs, dont un débat sur la valeur de la valeur économique ?

Réponse : On peut imputer une valeur économique à toute chose. Le PIB n'est qu'une notion quantitative, qui ne prend pas en compte la valeur de ses composantes. Ainsi, la production d'un char ou d'une bombe a-t-elle la même valeur que celle d'une voiture ou d'une éolienne ?

M. Daniel Byk rajoute que le PIB ne permet pas de mesurer certaines choses importantes pour nous, comme la poésie, l'amour des enfants, un sourire... Quelle place ces éléments doivent-ils alors avoir dans notre mesure ? Est-ce que l'on peut les évaluer, les quantifier ? Est-ce qu'on les met avec ce qui est économique ou bien à part ? Comment expliquer que nous voulons réduire la réalité à deux ou trois chiffres ? Il cite ensuite la météo comme exemple de combinaison de données quantitatives et qualitatives et difficiles à réduire à l'échelle d'un pays.

3) Remarque : la question du bien-être est en général identifiée avec celle de la production et de la consommation de richesses. Cependant, une étude européenne montre qu'un nombre croissant d'individus cherche à « consommer du sens », phénomène que la statistique ne prend pas en compte. Il existe ainsi des décalages entre perception et réalité. Aussi, le bien-être n'est pas qu'une question de quantification statistique, mais aussi de perception...

4) Question : Est-ce que « toujours plus », c'est vraiment « toujours plus » ? Est-ce que "le plus" n'est pas profitable pour seulement une catégorie, mais préjudiciable pour les autres ? Est-ce que le bien-être pourra être mesuré de telle sorte que l'on pourra dire : « oui, on a moins de quelque chose, mais c'est mieux » ?

M. Daniel Byk reformule: Le PIB doit-il être condamné ou alors doit-on dire qu'il ne faut pas produire plus, mais produire mieux ?

Réponse : Quelles que soient les valeurs qu'on a, il faut connaître les richesses physiques sur lesquelles la société s'appuie. Il existe cependant une multitude d'autres éléments à prendre en compte. Alors, est-ce qu'on complète le PIB ou est-ce qu'on le transforme petit à petit ? La réflexion n'est pas pour ou contre le PIB, mais comment évaluer la richesse globale en considérant d'autres aspects...



M. Daniel Byk rajoute qu'on ne peut pas se contenter d'un chiffre global, mais qu'il vaut mieux comprendre et analyser les différentes composantes de ce dernier. Le PIB ne prend pas et ne peut pas tout prendre en compte et donc sera toujours insatisfaisant.

Il conclut par le fait qu'il est malheureux que le mariage fasse baisser le PIB, alors que le traitement des pollutions le fasse croître.

5) M. Jean Stoll : Il existe un biais total, depuis que le PIB existe, entre la contribution de l'agriculture au PIB et les masses réellement en jeu...

Réponse : Il s'agit d'un problème politique et non économique. Il faut cependant aller le plus loin possible dans la représentation des aspirations individuelles et la détermination d'une idée qui corresponde à tous et qui permette la prise de décision. L'avantage du PIB, c'est qu'avec lui, la décision est très simple à prendre. Or, prendre une décision, c'est aussi simplifier les choses. Il faut en conséquence disposer des outils les plus simples à utiliser, mais qui représentent néanmoins quelque chose pour les individus...

6) M. Daniel Byk : Comment peut-on suivre les phénomènes qui ont des enjeux majeurs ? L'attente des utilisateurs est de se référer au PIB, statue du commandeur... Mais il faut changer cette logique : c'est par rapport à la demande d'informations qu'il faut structurer l'offre et non avoir une offre telle qu'on présuppose qu'elle doit répondre à toutes les demandes et surtout en mettant en avant quelque chose d'aussi "obscur" que le PIB.

7) M. Jean Stoll : Il faut hiérarchiser les indicateurs par rapport aux besoins d'une nation.

M. Daniel Byk : Il faut que la société civile acquière la « statistical literacy »

Présentation de M. Jean-Philippe Cotis, Directeur général de l'Insee

M. Cotis rappelle le retentissement du rapport Stiglitz et son appel à accélérer les mutations statistiques, afin de mieux répondre à la demande sociale. Il continue en rappelant la filiation régaliennne du PIB, qui permet d'appréhender les questions fiscales, la puissance économique ou encore la stabilisation de l'activité macroéconomique. Il souligne aussi qu'aujourd'hui la société attend de l'information sur la mesure du bien-être et de sa soutenabilité. On entre ainsi



dans le domaine de la subjectivité, du ressenti, avec les difficultés de ce type d'évaluation. On entre aussi, avec les travaux sur la soutenabilité et le développement durable, dans des difficultés conceptuelles et une pénurie de données.

Le manque de données et les difficultés conceptuelles ont conduit la Commission Stiglitz à renoncer à la construction d'un indicateur synthétique de soutenabilité pour s'en remettre à un tableau de bord, surveillant quelques variables-clés en matière environnementale.

Dans le domaine du bien-être, M. Cotis évoque que la Commission Stiglitz a pu s'appuyer sur les développements en psychologie expérimentale et en sciences sociales. Il s'en suit un rappel que le PIB est une mesure de l'activité économique et non du bien-être. Mais, cette mesure de l'activité peut être améliorée, en prenant mieux en compte les activités non marchandes. Pour cela, l'Insee s'appuiera sur les enquêtes retraçant fidèlement l'emploi du temps et les comptes des ménages, car ce sont les personnes physiques et non morales qui ressentent du bien-être. Du point de vue du bien-être, il explique que ce n'est pas seulement les revenus, la consommation et la richesse totale qui comptent, mais aussi la manière dont ils sont distribués entre les différentes catégories de ménages. Ainsi, l'Insee a réalisé une enquête sur les évolutions des revenus des ménages par quintile, qui montre, notamment, le rôle important joué par les transferts en nature dans la réduction des inégalités (santé, éducation) et le tassement relatif du revenu des ménages du milieu de la distribution, « à la fois distancés par les plus riches et rattrapés par les plus pauvres ».

Au plan international, M. Cotis annonce que l'Insee et Eurostat vont animer un « parrainage » (le « Sponsorship Group ») pour mettre en œuvre les recommandations du rapport Stiglitz, et que la coopération avec l'OCDE va se poursuivre dans la déclinaison et l'acclimatation des recommandations du rapport Stiglitz. L'OCDE se consacrera également aux suites à donner aux travaux de la Commission Stiglitz.

L'Insee réalisera, enfin, une enquête sur la qualité subjective attribuée au temps passé à diverses activités, c'est-à-dire sur les « affects positifs et négatifs ». L'analyse des très hauts revenus, du capital humain, du capital social, et du



capital logement sera également une préoccupation, afin de mieux cerner la soutenabilité économique et sociale.

M. Cotis continue en évoquant qu'une forte croissance n'est utile que si elle ne se traduit pas par une érosion des différents stocks de capital. L'Insee a présenté dans cette optique des indicateurs de suivi de l'état de l'environnement, dans le but de développer des « indicateurs physiques » de soutenabilité. Au-delà de 2010, il y aura également un projet d'évaluation du contenu en polluants des différents postes de la demande finale.

Dans le domaine social, l'Insee voudrait aboutir à un suivi régulier du « mal-logement », pour éclairer les trajectoires des personnes et mieux connaître le degré d'exclusion sociale dans la durée. M. Cotis conclut en affirmant que l'Insee est engagé dans des investissements lourds sur beaucoup de sujets relatifs au bien-être et au progrès social.

Débat:

1) Question : Qui va déterminer ce qui est essentiel et ce qui est accessoire ? Des réflexions sur ce sujet ont-elles été formulées dans la Commission Stiglitz ?

Réponse : L'ambition initiale de la Commission était de calculer une Epargne Nette Ajustée, mais cela s'est révélé impossible. Il a donc fallu revenir à l'idée d'un tableau de bord et sélectionner 5-6 indicateurs « phares », afin que l'information se concentre sur l'essentiel et qu'elle soit lisible.

La Commission donne dans son rapport des exemples d'indicateurs que l'on peut reprendre, mais il n'y a pas de prescription formelle, et ceci afin de ne pas tomber dans le paternalisme.

2) Question: Le travail des femmes a augmenté et, en parallèle, il y a une hausse du nombre de gardes d'enfants et un plus grand recours aux services domestiques... En conséquence, la hausse du PIB n'a-t-elle pas été artificielle ? Existe-t-il des études sur ce sujet ?

Réponse : Je n'ai pas connaissance d'études sur le sujet, mais il est vrai que le PIB a été surévalué. En outre, comme il est difficile de distinguer la partie "loisirs" du travail des ménages et de l'éducation des enfants, se pose la question des bonnes imputations.



3) Remarque : Il va falloir mettre en place une liste des différents indicateurs, puis opérer un choix entre eux, avant de déterminer lesquels seront mis en avant. Les différents ateliers de travail devraient nous aider dans ce choix...

4) Question : Pourriez-vous donner des exemples de travaux concernant le capital social et le capital humain ? Y a-t-il eu des tentatives de mesure de l'ascension/perméabilité sociale ?

Réponse : Le capital social a été mis en avant par Putman, qui a noté l'effondrement du tissu associatif. Pour la mesure de la richesse des liens, on peut ajouter des modules dans les enquêtes des ménages et l'Insee va notamment étudier les affects positifs/négatifs.

5) Question : On se dirige vers des indicateurs de plus en plus subjectifs et très liés à la culture des pays, mais en même temps, il existe un besoin de comparabilité. Comment coller aux attentes des individus s'il existe un besoin d'indicateurs similaires entre pays ?

Réponse : Les enquêtes subjectives ne sont pertinentes qu'au sein d'une même société. Il ne faut pas comparer les niveaux de satisfaction entre eux, mais il peut être intéressant d'observer les évolutions de ces niveaux dans les différents pays. Et pour pouvoir comparer ces évolutions, il faut une méthodologie commune... L'objectif final est de garder la comptabilité nationale, tout en prenant en compte les nouvelles attentes des utilisateurs.

6) Question : Quels sont les critères qui ont incités la Commission à retenir telle recommandation ou tel indicateur ?

Réponse : La Commission voulait réussir à calculer une Epargne Nette Ajustée, mais la mesure du capital environnemental a posé problème. Il a alors été proposé de réaliser un tableau de bord, comprenant des indicateurs connus et 5-6 indicateurs « phares » ayant le plus d'impact macro-environnemental.

7) Question : Le capital social pose beaucoup de problème dans le cadre des travaux de l'OCDE, car une fois certains résultats obtenus, il faut effectuer des jugements de valeur. Ainsi, comptabiliser l'engagement associatif pose problème, car on peut être membre, par exemple, d'une association défendant des idées/valeurs extrémistes... Qui va alors trancher entre ce qui est positif et ce qui est négatif pour la société ?



8) Remarque : Pour ce qui est de la question de Mme Borsenberger, il existe des études du CEPS des années 1990 sur cette question. Ces dernières concluent que les activités de loisirs baissent lorsque les femmes entrent en activité, ce qui relativise la surévaluation du PIB.

Réponse : Il faut essayer de mesurer les productions domestiques, mais cela ne dit rien sur la hausse ou non du bien-être.

9) Dr. Serge Allegrezza annonce que le Luxembourg participe au « Sponsorship Group ». Il ajoute que ces dernières années, les statistiques sociales étaient le parent pauvre des statistiques, du fait des restrictions budgétaires et de la priorité donnée aux statistiques pour l'euro, mais que désormais, on s'intéresse plus à ce qui se passe au sein des ménages.

Réponse : L'approche ménage est au cœur du rapport Stiglitz et le PIB est un indicateur instrumental de moyens. Cependant, les crises macroéconomiques ont de l'importance et affectent le bien-être. Le rapport Stiglitz cherche au final à diversifier les statistiques, mais pas à faire diversion.

10) M. Jean Stoll : Quelle est la vision de la Commission sur les indicateurs de mesure physique (comme les empreintes) ?

Réponse : Une minorité de la Commission était très favorable à l'empreinte écologique, et la position finale de la Commission est qu'il s'agit d'un indicateur important et communicable, mais non d'une mesure globale. L'empreinte écologique ne dit rien, par exemple, sur la substituabilité. Aussi, il ne faut pas être trop pessimiste, car on peut perdre du bien-être dans une dimension, mais en gagner dans une autre...

Présentation de Mme Inna Steinbuka, Directrice de l'Unité Statistiques Sociales d'Eurostat

Mme Steinbuka débute sa présentation en rappelant qu'il existe une corrélation entre PIB/habitant et satisfaction, mais que celle-ci est non linéaire. Le PIB ne peut donc pas être un indicateur universel de satisfaction. Ainsi, le Luxembourg possède le PIB/tête le plus élevé au monde, mais les pays scandinaves connaissent des taux de satisfaction supérieurs. La question qui se pose alors



est de savoir comment améliorer la mesure de la satisfaction des individus, autrement que par le PIB.

Elle expose ensuite le fait que les recommandations du rapport Stiglitz se retrouvent dans diverses initiatives internationales, à l'instar de la nouvelle Stratégie de Développement Durable, le Global Project de l'OCDE, la communication « le PIB et au-delà », le rapport Stiglitz et la stratégie « Europe 2020 ». Il existe notamment de nombreux points communs entre le rapport Stiglitz, « PIB et au-delà » et « Europe 2020 ».

A titre d'exemple, « le PIB et au-delà » demande de compléter rapidement le PIB avec des indicateurs sociaux et environnementaux devant reposer sur des données récentes, ainsi que de mesurer les inégalités et le développement durable. La stratégie « Europe 2020 », succédant à la stratégie de Lisbonne et à la Stratégie de Développement Durable, ambitionne, quant à elle, de déterminer ce que sera l'UE en 2020. Il s'agit notamment de viser une croissance durable, utilisant efficacement les ressources, basée sur la connaissance, avec un taux d'emploi et de protection sociale élevée.

D'autres objectifs sont une mobilité accrue des jeunes, une hausse des innovations et des technologies de communication, ainsi qu'une réduction de la pauvreté. Ce sont autant d'objectifs liés au bien-être...

Mme Steinbuka poursuit son exposé en présentant le lien entre le taux de risque de pauvreté et la privation de biens matériels, avant de relever la difficulté à définir la pauvreté.

Elle évoque ensuite le projet « Améliorer la mesure du bien-être et du développement durable » ou « Sponsorship Group », qui est un projet commun entre Eurostat, l'Insee, et d'autres Etats membres et qui porte sur les questions suivantes : Comment disposer de bons indicateurs statistiques ? Comment sélectionner les recommandations du rapport Stiglitz dans un contexte de crise économique et sociale ?

Pour conclure, Mme Steinbuka explique que pour Eurostat, les indicateurs objectifs de qualité de vie sont privilégiés au détriment des indicateurs subjectifs du bien-être, et que les conseillers d'Eurostat ont mis en place un indicateur de bien-être couplant l'espérance de vie à la naissance avec la satisfaction de vie



moyenne, tout en mentionnant qu'ici aussi il existe un problème d'ancienneté des données.

Débat:

1) Question : Vous avez mentionné le PIB/habitant, or il est difficile de le mesurer au Luxembourg du fait notamment des frontaliers et des services financiers. Ce chiffre ne reflète que très partiellement la réalité...

Réponse : Il est effectivement difficile de mesurer le PIB au Luxembourg, mais je voulais montrer que satisfaction et PIB/habitant ne vont pas forcément de paire... Le PIB reste cependant, malgré ses limites, le meilleur indicateur de progrès et personne ne veut le remplacer. Il suffit simplement de le compléter avec d'autres indicateurs.

Dr. Serge Allegrezza : Pour le Luxembourg, on recommande de le remplacer par le Revenu National/tête

2) Question : En ce qui concerne le risque de pauvreté analysé à travers la privation matérielle, utilise-t-on le même panier de consommation pour tous les pays ou bien l'adapte-t-on pour chaque nation ? Mesure-t-on la pauvreté absolue ou bien relative ?

Réponse : La mesure des privations est très difficile et la formulation des questions est différente selon les pays, car il est impossible de tout comparer et harmoniser.

3) Question : L'emploi ne protège pas forcément contre la pauvreté. Est-ce que dans le cadre de l'UE2020, c'est uniquement le taux d'emploi qui est pris en compte ou bien également la qualité de l'emploi ? Comment prendre également en compte la question du bien-être commun ? Que penser du fait de baisser le bien-être individuel au profit du bien-être commun ?

Réponse : L'évaluation de l'emploi prendra en compte la qualité des emplois. Une commission interne a ainsi formulé 40 recommandations pour améliorer la qualité des sondages. Mais, à l'heure actuelle, il reste à formuler des objectifs précis de qualité voulue pour les emplois. Les deux autres questions sur le bien commun sont philosophiques et délicates, et il me semble important d'analyser au préalable les inégalités sociales, avant de s'atteler à la question du bien-être collectif.



4) M. Daniel Byk : Il existe une contradiction entre ce que désire Eurostat (des indicateurs objectifs) et ce que préconise l'INSEE avec des indicateurs subjectifs...

M. Jean-Philippe Cotis pense qu'il faut faire les deux (améliorer la comptabilité nationale, et en même temps entrer dans le domaine essentiel du subjectif).

Débat politique de l'après-midi

1) Est-ce que le PIB et les comptes économiques vous aident ? Quels sont les indicateurs manquants ? Quelles sont les données dont vous souhaiteriez disposer?

M. Nicolas Schmit : Je crois que le PIB m'aide, car il indique l'évolution économique. Cependant le lien entre croissance et emploi est à relativiser et à prendre avec des pincettes. On ne peut pas concentrer non plus toute l'économie dans un indicateur, surtout dans une économie aussi bizarre que celle du Luxembourg. On a besoin également d'outils supplémentaires et un peu plus fins. Le PIB ne dit pas tout et dit des choses fausses, car la croissance économique ne signifie pas automatiquement un supplément de bien-être. Il faut changer enfin notre manière de regarder l'économie et nos ressources.

M. Lucien Thiel : Le PIB est faussé, car il ne se rapporte qu'au matériel, et ne représente qu'une des trois faces que sont l'économique, le social et le développement durable. Est-ce que nous réussissons à réaliser un nouvel étalon universel ? Est-ce que nous allons vers un nouveau PIB ? Ou bien allons-nous vers une logique de tableau de bord avec de nouveaux indicateurs à côté du PIB ?

M. André Hoffman : Le concept du PIB n'est pas idéologiquement neutre et remonte à l'utilitarisme. Avec la comptabilité nationale, on a réduit le bien-être à des aspects quantitatifs et monétaires. On ne sait rien, par contre, sur la répartition de la richesse. Il ne faut pas abandonner le PIB, mais il faut savoir ce qu'il mesure, ce qu'il ne mesure pas, ce qu'il mesure faussement et ce qui pourrait le compléter avec une hiérarchie de valeurs.

M. Carlo Thelen : Le rapport Stiglitz souligne que « le PIB n'est pas erroné en soi, mais que son utilisation est erronée ». Le PIB a cependant des limites, comme le fait de ne pas inclure le bénévolat, ni la production domestique, ou



encore de valoriser la production des administrations publiques au coût des facteurs (au Luxembourg, près de 30% de la production concerne les administrations publiques au total). Le PIB ne dit rien non plus sur la distribution des revenus, et il est difficile de calculer la composante « services financiers ». De plus, les prix ne sont pas optimaux, car l'information est asymétrique. Enfin, il y a le problème des dépenses défensives et du fait que le PIB est utilisé comme critère d'octroi d'aides pour la politique régionale (le pays se trouve ainsi désavantagé).

M. Marco Wagener : Les syndicats avaient demandé à établir un tableau de bord social en 2000 pour aller au-delà du PIB et il en a résulté le « tableau de bord compétitivité ». On possède donc déjà d'autres outils, mais la presse ne les utilise pas. On ne parle jamais non plus des inégalités de revenus et de fortunes. Les performances économiques du Luxembourg sont plutôt bonnes, mais celles sociales et environnementales beaucoup moins

M. Jean-Louis Schlesser : Il ne faut pas abandonner le PIB, car il est utile. Il faudrait trouver des moyens pour tenir compte de la Grande Région et se donner les moyens de ses ambitions. Le PIB devrait être intégré dans un tableau de bord. Si on faisait la comparaison avec celui d'une voiture, c'est comme si l'on ne regardait que la vitesse. Il faudrait aussi un tableau de bord le plus public possible, afin de sortir des discussions des politiques pour entrer dans la Politique. Il y a en effet une instrumentalisation des données en général et il faut également sortir de la logique productiviste dans laquelle nous sommes enfermés.

2) Quels sont les éléments sur lesquels vous souhaiteriez disposer de plus d'informations ?

M. Nicolas Schmit : On sort d'une crise économique, précédée d'une forte croissance du PIB grâce à la croissance d'une *économie irréaliste*. Il y a eu des phénomènes sociaux importants : les écarts de rémunération ont explosés, la cohésion sociale a été affaiblie, l'écart de qualification s'est creusé. Il y a aussi des enjeux importants comme la croissance verte, la gouvernance des entreprises, et la régulation des marchés. Le PIB ne dit pas plus que ce qu'il ne dit; il faut l'élargir pour intégrer le social, l'environnemental, la cohésion sociale, la *distribution des revenus*.

Les politiques peuvent mener des politiques correctes s'ils ont les instruments pour les mener. On a besoin d'indicateurs pour connaître l'impact des



décisions. Par le passé, le quantitatif a été trop privilégié, le tour du qualitatif doit venir.

M. André Hoffman : Ne faut-il pas soumettre l'économie à la société au lieu de l'inverse ? Une des grandes sources de la gauche a été la libération humaine de l'aliénation productive, mais cela a été oublié avec les années. Or, on peut mesurer cette aliénation avec l'évolution du *temps de travail*, avec les *budgets temps* et les temps sociaux. Le problème des *inégalités* est également majeur, et il faudrait rompre avec l'obsession de la compétitivité.

M. Lucien Thiel : Tout le monde est d'accord pour dire que le *PIB* est insuffisant et qu'il faut intégrer les *dimensions sociales* et le *développement durable*. Mais, ceci ne vaut pas grand-chose si l'on reste au niveau européen, il faut atteindre le niveau mondial, et ce, malgré le fait que le Luxembourg possède de nombreuses spécificités. Enfin, les *budgets temps* sont un des éléments intéressants pouvant trouver leur place dans le volet social.

M. Marco Wagener : Il faut analyser *la distribution des revenus* et le *degré de mobilité intergénérationnel*. Il ne faut pas seulement mesurer le nombre d'emplois, mais aussi *la qualité de ceux-ci* (stress, suicides, etc.). On est toujours dans un système productiviste. Le travail est certes important, mais il faut pouvoir établir un *équilibre satisfaisant avec les autres activités*.

M. Jean-Louis Schlessler : Le productivisme a occulté la question de *la répartition de la richesse*. Le PIB et la façon de le moduler ne sont donc pas vierges d'idéologie...

M. Carlo Thelen : Il existe actuellement beaucoup d'indicateurs, comme ceux du tableau de bord compétitivité. Mais, les mesures peuvent se révéler trompeuses: s'il y a moins d'activité par exemple, il y aura moins d'accidents de travail, moins de travail pour ceux qui n'aiment pas travailler et donc plus de loisirs et plus de bonheur pour eux. Il faudrait aussi prendre en compte le *patrimoine* et établir des bilans nationaux. Il ne faut pas non plus surpondérer les mesures subjectives et la question du coût de la collecte de nouvelles mesures doit être posée. Il faut aussi prendre en compte le bien-être des personnes morales au-delà des seules personnes physiques (indicateurs de bénéfiques, solvabilité, liens sociaux)



Ouverture du débat public

1) Question : Je me sens mal à l'aise à l'idée de changer le PIB, sur lequel se base tant de politiques... En outre, si l'on introduit de plus en plus d'indicateurs subjectifs, se pose alors la question de l'indépendance des statistiques publiques. Il faut donc une objectivité maximale de tous les indicateurs, ainsi que des garanties pour le maintien de l'indépendance des statistiques.

M. Daniel Byk : Au début, en Australie et en Nouvelle Zélande, les inquiétudes étaient les mêmes et progressivement la société a pensé que ces indicateurs sont utiles et qu'il vaut mieux que les statisticiens produisent des indicateurs subjectifs plutôt que d'autres. La fragilité de la mesure n'empêche pas la pertinence de la démarche. Et de la même façon que la qualité du calcul du PIB a augmenté, les mesures subjectives vont gagner, elles aussi, en qualité...

2) Question : Si notre société s'efforce à devenir une société de la connaissance, comment va-t-on mesurer cela ?

3) Question : Il faudrait relativiser la mesure de la qualité du travail par le temps, car on peut passer beaucoup d'heures à ne rien faire et on peut travailler peu d'heures et faire beaucoup. Ensuite, justifier la qualité des mesures subjectives par l'excellence des statisticiens est risqué, car il faut s'assurer au préalable que ceux-ci sont bel et bien excellents. Pour le bien-être, il faut améliorer aussi la qualité de l'enseignement, de la politique et développer l'économie de la connaissance. Est-ce que l'on va toujours tout changer pour que rien ne change encore une fois ?

M. Daniel Byk : L'excellence n'est pas l'excellence des individus. Les instituts statistiques sont rigoureux et c'est l'intelligence collective, qui est excellente et qui offre des garanties.

4) Question : On a tous besoin du PIB, mais il ne nous informe pas sur le bien-être des sociétés et il nous faut en conséquence disposer de nouveaux outils. Comment mesurer la qualité de l'eau, de l'air ? Quelle est la valeur d'une nature intacte ? Comment mesurer tout cela ? Faut-il la taxer pour qu'elle ait un prix ? Précisons aussi que le développement durable ne concerne pas que l'environnement, mais aussi le social et l'économique...

M. Marco Wagener : Je suis partisan des enquêtes subjectives. Si on demande aux individus « ce qui compte », ils ne parleront pas du PIB, mais de santé, de



liens sociaux, de leur famille, de la qualité de leur emploi et de ressources matérielles.

Le développement durable, est effectivement constitué de trois piliers et il y a des liens/interférences entre ces derniers. Il faut certes prendre en compte l'environnement, mais il ne faut pas remplacer une imposition progressive sur le revenu par une imposition écologique égalitaire.

M. André Hoffman : Il faut distinguer le quantitatif et l'objectif, le qualitatif et le subjectif. Le STATEC devrait faire des enquêtes subjectives, même si le subjectif est manipulable, trop instantané et volatile et que les données objectives restent préférables. Pour ce qui est de l'économie de la connaissance, on en parle depuis 20 ans et il n'y a eu aucune avancée. En outre, toute société est une société de la connaissance, car sans connaissance pas d'économie et pas de société. La question est plutôt de savoir quel est le contenu de cette économie de la connaissance et quel est le mode de transmission et de répartition équitable du savoir ?

M. Jean-Louis Schlessler : L'économie de la connaissance est importante et mesurable objectivement. On peut faire confiance aux statisticiens, mais il ne faut pas confondre statistique et sondage d'opinions.

M. Lucien Thiel : Comment peut-on déconnecter le bien-être des sentiments humains ? Cela étant a priori impossible, il est donc difficile de s'écarter trop des mesures subjectives... Les sondages fournissent déjà des données assez fiables, et donc la question de la qualité des mesures subjectives ne se pose pas vraiment.

M. Carlo Thelen : Il est difficile de mettre en place certaines mesures (comme celle de la beauté des paysages) et le développement durable est un triptyque, mais en temps de crise, les trois domaines ne doivent pas s'égaliser. La connaissance est une des dernières matières premières dont on dispose et il faut donc augmenter les investissements dans ce domaine.

M. Daniel Byk : On ne mesure pas toujours ce qui est important, mais ce qui est important n'est pas toujours mesurable. Il faut donc accepter la non-complétude d'une approche.

M. Thierry Paccoud : Les statisticiens ne doivent pas travailler seuls, car certains aspects vont leur échapper. Si on introduit d'autres composantes à côté du PIB, il faut introduire d'autres disciplines... Pour le PIB, il y a eu une



codification et donc pour les nouveaux indicateurs, il doit y avoir un véritable suivi. Le PIB a montré aussi qu'il est un indicateur fragile, malgré la codification et la surveillance mis en place. Enfin, il ne faut pas avoir peur de ne pas produire quelque chose de solide, car les choses se solidifient avec le temps.

Présentation de Dr. Serge Allegrezza, Directeur du STATEC

M. Dr Allegrezza débute son intervention en soulignant que l'indépendance des statisticiens est une question difficile, mais que le STATEC est une institution basée sur une loi, que le traité de Maastricht garantit l'indépendance des statisticiens et que la statistique communautaire est très réglementée. Tout ceci permet au STATEC de jouir d'un haut niveau de confiance de la part des utilisateurs. Il rappelle ensuite que la statistique et le PIB ont évolué au fil des siècles. Ainsi, pour Quesnay la seule activité productive était l'agriculture, alors que dans la conception marxiste il s'agit du travail agricole et manufacturier... La définition de la production a donc évolué et va continuer à évoluer...

Le débat quantité/qualité est ensuite évoqué avec les questions de définition de ce qui peut être mesuré et le fait que la frontière entre les deux notions précitées est fluctuante. L'opinion publique confond ainsi quantités physiques et argent avec éléments mesurables.

En réaction au débat qui vient de se tenir, il rappelle que le concept de productivité est un bon concept, car il permet de mettre en évidence le rapport output/inputs. Il précise aussi que toute démarche ne peut être réalisée que dans le cadre communautaire ou de l'OCDE.

Il évoque ensuite les appels incessants du STATEC à utiliser le RNB/tête et non le PIB/tête du fait des frontaliers et des services financiers particulièrement difficiles à mesurer (environ 30% de la production). Avec le RNB, apparaît ainsi une décote de presque 60% et une croissance bien plus lente que pour le PIB traditionnel.

Le PIB/tête, malgré ces critiques, doit être conservé et utilisé du fait des cadres réglementaires de l'UE. En effet, le PIB n'est pas qu'une mesure de la production, mais aussi une base imposable aux budgets de l'UE et une référence centrale du pacte de stabilité. Le PIB est aussi un agrégat de différentes composantes importantes, toutefois peu abordées, telles que la consommation, l'investissement ou encore la balance commerciale.



Concernant les travaux réalisés, le STATEC a introduit les comptes trimestriels, malgré les révisions conséquentes (mais non aberrantes) des comptes annuels que cela engendre, les comptes de secteur public, les comptes financiers, la mesure de l'économie illégale et le PIB vert. Le STATEC travaille actuellement sur les comptes sectoriels, qui comprennent les ménages, les entreprises, les sociétés financières et non-financières, les administrations publiques, ainsi que sur les comptes de patrimoine, sur la construction de séries longues et enfin sur l'analyse des comptes.

Enfin, Dr. Serge Allegrezza annonce la mise en place du SEC2010, qui va permettre d'améliorer et de restructurer les comptes nationaux, et les tentatives de mesure des inégalités de revenu et de l'économie solidaire.

Conclusion de M. Jean Stoll, représentant du CSDD

M. Stoll conclut la journée en rappelant que le PIB est un étalon économique, mais faible car mesurant uniquement la production et excluant les questions sociales et de développement durable. Il rappelle aussi qu'il faut révolutionner notre économie, mieux gérer les ressources et prendre en compte les externalités. Les questions à se poser sont alors: Vers où voulons-nous aller ? L'économie est-elle un but en soi ou un simple moyen de remplacer le troc ? Comment communiquer avec la société civile ? Comment fournir des données subjectives suffisamment fiables ? Parlerons-nous de bien-être individuel ou de bien-être commun ? Comment prendre en compte enfin notre impact sur la biocapacité ?